

que celui de Rarotonga autorise expressément de telles activités), mais elles ne satisferaient toujours pas aux exigences de l'Union soviétique. Celle-ci a maintenu dans le passé qu'il faudrait rigoureusement interdire aux navires portant des armes nucléaires de traverser les eaux territoriales d'un État dénucléarisé ou de faire escale dans ses ports ; parallèlement, cependant, elle défend les droits maritimes traditionnels de libre passage en haute mer et dans les détroits internationaux. Comme auparavant, sa volonté d'offrir des assurances négatives aux membres de la zone pourrait bien dépendre d'une certaine manière de l'acceptation de l'interprétation qu'elle donne ainsi à l'expression « exempt d'armes nucléaires ». D'un autre côté, il est essentiel pour l'Union soviétique que le droit de libre passage en haute mer et dans les détroits internationaux, à proximité de la zone, demeure intact, car sa flotte du Nord est basée dans la péninsule de Kola, ce qui l'oblige à traverser les eaux contiguës à la zone pour atteindre la haute mer ; par ailleurs, les deux tiers de ses installations navales d'entretien et de radoub sont situées sur les côtes de la Baltique.

Quant à eux, les États occidentaux dotés d'armes nucléaires s'opposeraient sans doute avec vigueur à toute tentative qui aurait pour objet d'empêcher des membres de la zone d'autoriser à leur gré la visite de navires porteurs d'engins nucléaires. Les États-Unis ont montré jusqu'où ils sont prêts à aller pour défendre ce principe en particulier, ou plus précisément, le principe consistant à ne pas confirmer ni nier la présence d'armes nucléaires à bord de leurs navires, dans le Pacifique Sud.

LES « ZONES MITOYENNES », OU CEINTURES DE SÉCURITÉ

Comme nous l'avons déjà vu, la notion de « zones mitoyennes » — secteurs adjacents à la zone dénucléarisée où les armes nucléaires des EDAN seraient assujetties à des règles quelconques (également appelées « mesures collatérales ») — est en fait presque aussi ancienne que le concept même de zone dénucléarisée nordique. Bien que les membres scandinaves de l'OTAN aient été les premiers à l'évoquer, et encore, seulement par rapport à l'Union soviétique, la